LIBREVILLE, 31 janvier (Infosplusgabon) - Programme d'appui aux réformes économiques et sociales – Phase III a été approuvé le 24 janvier 2023 pour un montant de 32,53 millions d'euros de la Banque africaine de développement sous forme de prêt.

Les objectifs visés sont d'améliorer l'efficacité et la transparence de la dépense publique en faveur des populations défavorisées par le renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et des actions d'inclusion sociale.

Les composantes sont l'appui à l'efficacité et à la transparence de la dépense publique, en consolidant et poursuivant les réformes mises en œuvre durant les deux précédentes phases du Programme d'appui aux réformes économiques et sociales. Le programme soutiendra ainsi les mesures visant : (i) une meilleure programmation et évaluation des politiques publiques ; (ii) un renforcement de la transparence des dépenses publiques; puis l'appui aux réformes d'inclusion sociale en soutenant les mesures visant (i) une amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et (ii) le renforcement de l'inclusion sociale.

Le PARES III est la troisième phase d'un appui budgétaire programmatique, dont la première phase a démarré en novembre 2029. Le programme bénéficiera à l'ensemble de la population ivoirienne, notamment : (i) les jeunes et les femmes à travers la sécurisation des dépenses sociales (santé ; éducation ; emploi des jeunes ; etc.) et l'allocation des ressources substantielles aux secteurs sociaux (plus de 45% des ressources affectées aux dépenses pro-pauvres) ; (ii) le secteur privé qui bénéficiera de la transparence et de la saine compétition au niveau des marchés publics. Les transferts monétaires aux ménages (avec une cible de plus de 250 000 ménages enrôlés au total en 2022) en situation d'extrême pauvreté, impacteront positivement la demande intérieure.

Résultats attendus à la fin du Programme

Le Programme contribuera à la baisse du taux de pauvreté au niveau national de 44,4% en

2015 à 35% en 2022 (dont une baisse de 50% du taux d'extrême pauvreté de 10% en 2015 à 5% en 2022)

Le nombre de ménages extrêmement pauvres bénéficiant de transferts monétaires passera de 50 000 en 2018 à 250 000 en 2022

Le taux d'accès à l'électricité passera également de 74,3% en 2014 à 90% en 2022

Le taux d'emploi formel atteindra 8% en 2022 contre 6,1% en 2016.

Le Contexte du PARES III

L'économie ivoirienne continue de faire preuve de résilience après la pandémie de Covid-19. Le taux de croissance économique qui avait ralenti à 2% en 2020 s'est redressé à 7,4% en 2021 et devrait se poursuivre en 2022 au taux 6,8% en 2022.

La situation financière du pays est marquée par un déficit budgétaire oscillant entre 5 et 6% du PIB depuis le déclenchement de la pandémie covid-19. Mais grâce aux efforts de mobilisation des recettes fiscales et à une meilleure maîtrise des dépenses courantes, le déficit devrait descendre à moins de 5% à partir de 2023.

Au plan social, les activités ciblées par le Programme social du Gouvernement (PSGouv), avec l'appui du PARES, ont contribué à réduire le niveau de pauvreté à travers des transferts

monétaires ciblés et une amélioration de l'accès aux services sociaux de base.

Au cours de la période 2019-2021, les deux premières phases du PARES ont soutenu des réformes phares qui ont contribué à renforcer la transparence des dépenses publiques et l'inclusion sociale. Il s'agit notamment de (i) l'adoption du nouveau code des marchés publics conforme à la directive de l'UEMOA et du code d'éthique et de déontologie des marchés publics ; (ii) l'audit de la performance de plusieurs Ministères et structures publiques dans la passation des marchés publics ; (iii) l'adoption de la Loi sur l'évaluation des politiques publiques. En ce qui concerne le renforcement de l'inclusion sociale l'on peut citer : (i) la mise en place du bureau d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes, femmes et hommes ; et (ii) l'adoption de décrets d'application de la Loi sur la réforme hospitalière ; ainsi que (iii) l'adoption de la Loi instituant le régime de prévoyance sociale pour les travailleurs indépendants.

Le succès des deux premières phases du Programme et la qualité du dialogue avec le Gouvernement qui ont été les éléments déclencheurs de la poursuite du soutien de la Banque à la mise en œuvre de la troisième phase du Programme.

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est la première institution multilatérale de financement dédiée au développement de l'Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). La BAD est présente sur le terrain dans 44 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, et contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux.

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est la première institution multilatérale de financement dédiée au développement de l'Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). La BAD est présente sur le terrain dans 44 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, et contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux.

© Copyright Infosplusgabon